



En 2013, année où Marseille était capitale européenne de la culture, la ville accueillait également l'Europride. PHOTO ARCHIVES ROBERT TERZIAN

# La Pride demande à la Ville d'assurer sa sécurité

## LGBT

Le coût des mesures de sécurisation du parcours exigées par la mairie pourrait mettre en péril la marche prévue pour le 29 juillet.

Une nouvelle réunion entre organisateurs et municipalité aura lieu demain pour tenter de trouver un terrain d'entente.

## MARSEILLE

L'année passée, le terrible attentat de Nice avait conduit à l'annulation de la Pride marseillaise. Le prix des mesures de sécurité aura-t-il raison de l'édition 2017 ? C'est en tout cas ce que redoutent les organisateurs de ce défilé annuel consacré à la lutte pour les droits des lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT).

« Les exigences en matière de sécurité sont très hautes, il s'agit notamment de la mobilisation d'une dizaine de camions pour bloquer les rues tout le long du parcours », indique Eric Seroul de l'équipe d'organisation de la Pride 2017. « On est d'accord avec l'attention qui est portée sur la sécurité, le but est de protéger aux maximum les participants à la marche », précise-t-il tout en soulignant le prix exorbitant des mesures demandées. « La Pride demande un véritable enga-

gement politique de la mairie pour permettre son bon déroulement », poursuit le militant LGBT. « Nous demandons à la mairie de nous aider à financer un dispositif de même type que celui qu'elle assume tous les mois avec les dimanches de la Canebière », insiste Eric Seroul pour qui « Marseille est une ville qui compte en Méditerranée, qui est beaucoup regardé par ceux qui au Maroc, en Tunisie, en Algérie luttent pour leurs droits. Si elle ne permettait pas à la Pride d'avoir lieu ce serait un très mauvais signal ». Il rappelle que la Pride est déclarée en préfecture comme un « défilé revendicatif et non une initiative festive », ce qui implique que les autorités la prennent en considération.

Alors que l'événement doit se tenir dans moins d'un mois, le temps presse et un appel pour que la Ville s'engage concrètement à permettre l'expression des revendications des personnes LGBT a été lancé par Christian de Leusse, président de l'association Mémoires des sexualités. Signé à ce jour par 70 organisations et personnalités, La Marseillaise a décidé de le publier

dans ses colonnes (lire ci-contre).

Pour Christian de Leusse, militant historique de la cause homosexuelle à Marseille, l'annulation de la Pride pour la 2<sup>e</sup> année consécutive serait très regrettable. « On risque une régression s'il n'y a pas la volonté politique de permettre la visibilité de toutes les composantes de la société marseillaise », indique-t-il.

### La mairie assure qu'elle voit la marche d'un bon œil

« Je pense à tous ces jeunes de 16-17 ans dans tous les quartiers de la ville qui sont contraints au silence, qui vivent le poids des traditions, des religions monothéistes et sont parfois chassés de chez eux. Ils attendent que les autorités publiques dans leur ville est une attitude d'ouverture, de reconnaissance », développe le militant en valorisant la Pride comme un moment important pendant lequel « les personnes LGBT se mobilisent pour leurs droits et participent à des prises de consciences des discriminations comme l'ont fait les mouvements féministes ou antiracistes ».

Du côté de l'hôtel de Ville, on ba-

laye les soupçons d'hostilités à l'égard des mobilisations LGBT : « on n'a aucun problème avec l'organisation d'une Pride, il y en a déjà eu. On est clean là-dessus ». En revanche, le différend sur le financement des mesures de sécurité est assumé. « On est obligé, avec l'état d'urgence, de prendre des mesures adaptées, ce sont aux organisateurs de les prendre en charge », précise la mairie tout en renvoyant à la préfecture de police le soin de coordonner les personnels de sécurité nécessaires.

Une réunion entre les organisateurs et des représentants de la Ville aura lieu demain. Probablement la dernière occasion de trouver un terrain d'entente garantissant la tenue de la Pride Marseille. Une nécessité à l'heure où l'association SOS homophobie dénonce une augmentation de 19,5% des témoignages d'homophobie en France tandis qu'à Istanbul la Pride est réprimée violemment et qu'en Tchétchénie les homosexuels connaissent un sort qui rappelle effroyablement la Seconde guerre mondiale.

Léo Purguette

## REPÈRES

### 2016

Le choc de l'attentat du 14 juillet à Nice avait conduit les organisateurs de la Pride Marseille à annuler l'événement. Il s'était transformé en rassemblement confiné début septembre dans le Parc Longchamp.

### 29 juillet

La marche des fiertés marseillaise est programmée samedi 29 juillet. Selon les organisateurs, le défilé doit partir des Réformés et aboutir à l'Hôtel de Ville en passant par la Canebière.

### Zak Ostmane

Le militant LGBT algérien avait été agressé, violé et séquestré dans la cité phocéenne. Un exemple extrême de la violence homophobe dénoncée par les militants des droits des personnes LGBT.

## TRIBUNE

Extrait d'un texte collectif\*

## Marseille doit favoriser l'organisation de la Pride

● Nous attendons de notre maire qu'il s'érige en premier rempart des discriminations. Soutenir les personnes LGBT témoignera de sa bonne volonté dans la lutte contre les ostracismes et les intolérances. Il est inimaginable que Marseille soit la seule ville de France qui ne permette pas et ne favorise pas, l'organisation d'une Pride, d'une Marche de visibilité conforme à l'esprit et à l'héritage de Stonewall.

Nous demandons à toutes les associations, aux entreprises LGBT et LGBT-friendly, aux syndicats et aux personnalités politiques de tous bords, mais également à toutes les personnes LGBT ou non, soucieuses du respect des droits humains, de se mobiliser et de soutenir notre action.

Nous demandons au gouvernement de mettre fin à l'ostracisme qui se manifeste à l'égard des LGBT dans notre ville. L'état d'urgence ne doit pas signifier un déni de la liberté et de la démocratie.

La Pride Marseille, comme toutes les Pride, est un défilé pacifique. Elle est un appel à la tolérance, à l'accueil, au respect des personnes, autant de revendications qui font et feront du bien à cette ville. Marseille est l'une des plus grandes métropoles de ce pays. Elle est un pôle majeur du Sud de la France. Elle est observée de tous les coins de la Méditerranée. Marseille doit être à la hauteur de son rêve et de son avenir. N'en doutons pas, les personnes LGBT sont au cœur de cet avenir inclusif.

Faute de renouveler la subvention qu'elle attribuait en 2015 et 2016, la Ville de Marseille doit nous aider à trouver les moyens dont nous avons besoin (notamment les 12 camions nécessaires pour sécuriser notre Marche), car Marseille ne doit pas être la seule ville de France qui ne favorise pas l'organisation d'une Marche des Fiertés LGBT.

● Christian de Leusse (Mémoires des sexualités), Centre Evolutif Lilith (CEL) Sarah Saby et Alain-Marc Deluy (Collectif IDEM organisateurs Pride Marseille 2014-2016) Agis Ibiza (éditrice du bimestriel LOM Magazine) Aix Vanguard (association de défense des droits LGBT+ d'Aix en Provence), Sébastien Gony (Fiertés de Provence), Philippe Amidieu (Autre Cercle Paca), Planning Familial 13, AIDES, SOS Homophobie. L'intégralité du texte et des signataires sur lamarseillaise.fr